

DISSUASION NUCLÉAIRE

Vers la catastrophe

Marc Finaud,
ancien diplomate,
Vice-Président
d'Initiatives pour
le Désarmement
Nucléaire (IDN)
analyse l'inefficacité
et le danger de
la dissuasion
nucléaire.
Elle reste pourtant
la base de la
stratégie de la
défense française
énoncée dans les
différents Livres
blancs de la
Défense nationale,
depuis leur
première parution
en 1972.

La dissuasion nucléaire, choisie par la France pendant la Guerre froide, repose sur une croyance : que l'ennemi potentiel sera découragé d'attaquer notre pays par la crainte d'une destruction massive en riposte. Il n'existe aucun moyen de prouver que c'est cette peur et non toute autre raison qui a préservé une paix relative entre les puissances nucléaires.

Imaginons le scénario aujourd'hui : la Russie lance une agression contre la France au moyen d'armes classiques ; la France riposte par du nucléaire et détruit des villes russes ; inévitablement, la Russie répond par une frappe nucléaire massive qui anéantit notre pays. Conclusion : afin d'éviter ce suicide, la France est elle-même dissuadée de recourir à l'escalade nucléaire et sa dissuasion contre l'ennemi a échoué.

Course effrénée entre les puissances nucléaires

Inefficace, la dissuasion nucléaire est aussi dangereuse et hypocrite car, même si elle repose théoriquement sur le « non-emploi » des armes nucléaires, toute l'évolution récente conduit à en abaisser le seuil d'emploi. Les puissances nucléaires, y compris la France, se sont lancées dans une course effrénée entre armes offensives et armes défensives. Les lourds missiles balistiques sont remplacés par des missiles de croisière voire des missiles hypersoniques échappant à toute défense anti-missiles. Les ogives nucléaires sont miniaturisées pour faciliter leur emploi dans des scénarios de combat. Cette course technologique s'étend à l'espace, en vue de détruire les satellites d'alerte avancée des adversaires, et elle entraîne une vulnérabilité accrue due aux risques de cyber-attaques ou de piratage.

Conjugué avec les menaces de recours aux armes nucléaires dans des conflits régionaux en Asie du Sud, sur la péninsule coréenne ou au Moyen-Orient, le risque de catastrophe nucléaire résultant d'un emploi délibéré, accidentel ou terroriste n'a jamais été aussi élevé. C'est pourquoi la majorité des pays du monde dénoncent le danger que la dissuasion nucléaire fait peser sur leur sécurité du fait des armes

possédées par neuf pays¹. Faire dépendre la sécurité d'un pays de l'insécurité des autres et affirmer que l'arme nucléaire est la meilleure garantie de sécurité ne peuvent qu'inciter à la prolifération. La seule solution réaliste pour empêcher la destruction de la planète consiste à interdire et éliminer progressivement toutes les armes nucléaires, au même titre que les autres armes susceptibles d'exterminer des millions de civils innocents.

Comblant l'absence de dialogue

C'est ce à quoi s'emploie, avec d'autres, IDN, association créée en 2016 par Paul Quilès, ancien ministre de la Défense, et le général Bernard Norlain, ancien Commandant de la Force aérienne de combat. IDN s'efforce de combler l'absence de dialogue démocratique sur la dissuasion nucléaire voulue par les autorités et le complexe militaro-industriel. Ceux-ci imposent leur volonté et détournent impunément les énormes ressources dont le pays a besoin pour lutter contre les véritables menaces à sa sécurité (dérè-

glement climatique, pandémies, terrorisme, criminalité organisée, cyber-attaques, etc.). Les mesures permettant de réduire le risque de guerre nucléaire, de mettre un terme à la prolifération et de progresser vers le désarmement sont bloquées par certaines ou toutes les puissances nucléaires. IDN les a identifiées dans ses 12 propositions², culminant avec l'adhésion de la France au Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (TIAN). Il est donc grand temps, 75 ans



après Hiroshima et Nagasaki et plus de 50 ans après l'entrée en vigueur du Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP), que la France se joigne à ce mouvement mondial essentiel pour la sauvegarde de l'humanité et des générations futures.

Marc Finaud

¹ Les cinq puissances membres du TNP (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) et les quatre non liés par le TNP (Corée du Nord, Inde, Israël, Pakistan).

² www.idn-france.org/publications/propositions/